

Israël dans le borbier libanais

Passer en revue la presse israélienne des deux dernières années pour en extraire des articles qui puissent révéler l'ampleur des transformations de l'opinion publique est une tâche à la fois malaisée et ambiguë. Malaisée, non pas à cause de l'absence, mais justement à cause de la quantité de matériel. Car il n'est pas un événement, grand ou petit, lié à la guerre, qui ne soit l'occasion pour les journalistes, les commentateurs et les hommes publics de revenir à la charge pour faire valoir le bien-fondé dans les faits, non seulement de leurs propositions et de leurs analyses, mais, surtout de leur prise de position dans ce qu'on pourrait appeler le débat général. Ambiguë, car l'état du débat dans la presse ne reflète que très imparfaitement, très imprécisément l'état de la discussion dans la rue : toute la société n'écrit pas dans les journaux, et tous les Israéliens ne les lisent pas non plus. Le débat que la presse restitue est celui qui agite la classe dite « politique », et les couches sociales « cultivées » (c'est-à-dire privilégiées) qui monopolisent la parole publique. Il ne révèle que très peu de la façon dont cette majorité silencieuse et semi-analphabète perçoit et digère les discours qui lui sont proposés.

Un certain nombre de certitudes émergent cependant de cette lecture. L'existence d'un débat permanent et général sur la question nationale, phénomène sans précédent dans l'histoire du mouvement sioniste au cours du dernier demi-siècle, est ainsi manifeste. Ce débat, qui recoupe partiellement, mais pas absolument, celui sur la « moralité » de la politique israélienne, et celui sur la « pureté » des armes, est l'effet le plus éclatant et le plus incontestable de la guerre du Liban sur l'état de l'opinion juive israélienne. Il convient donc d'en apprécier tout à la fois le contexte, les formes et les limites.

Il faut tout d'abord se représenter les dimensions de ce débat : une société de moins de cinq millions de membres, traversée par les réseaux multiples de la famille, des partis politiques et de l'armée, cimentée par une psychologie de fortin colonial assiégé, fondant son identité sur l'appartenance à un groupe persécuté et

enraciné dans l'idée de son unicité. Dans ce gros village, cette petite province transplantée où la majorité de la population est à la fois récente et en porte à faux passif par rapport à la culture qui y domine, plus de six grands quotidiens se disputent l'attention d'une opinion sur-politisée et saturée de discours : le bulletin d'information diffusé toutes les heures à la radio est l'objet, dans tous les lieux publics et tout particulièrement dans les transports en commun, d'une écoute obligatoire tout ensemble rituelle et routinière.

Cette intense intimité du débat, ce sentiment de « laver le linge sale en famille » baigne la presse hébreue. C'est Shimon Pérès, en 1974, qui se plaignait de l'inconscience des journalistes israéliens qui se comportaient comme si personne dans le monde ne pouvait lire l'hébreu, et écrivaient des choses qui « *une fois traduites, devenaient de la propagande anti-israélienne* ». C'est sans doute ce qui explique l'absence quasi totale, dans cette presse, de la censure paranoïaque et tatillonne que les sionistes ont instauré sur le langage de la presse occidentale. Alors même que les journalistes français prennent avec les juifs en général et les Israéliens en particulier des précautions de langage auxquelles n'a droit aucun autre groupe humain, on voit la presse israélienne ne reculer devant aucune outrance de langage, et aucune comparaison. La caricature publiée, au lendemain des élections de 1984, dans le quotidien « *Yediot Aharonot* », montrant le rabbin Kahana en uniforme nazi, face à Hitler auquel il demande « *Comment me trouves-tu ?* » et obtenant la réponse « *Pas mal, mais juif* », illustre bien la « banalisation » de la comparaison entre le nazisme et certains aspects (jamais la totalité) de la politique et de la société israéliennes. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement d'une absence de retenue, mais aussi d'une obsession conditionnée qui fait du nazisme la seule référence négative incontestable, norme unique du mal politique à l'aune de laquelle tous les autres phénomènes doivent être jaugés et jugés. C'est en vertu de la même obsession, écrivait au moment du siège de Beyrouth Boaz Evron, que Begin compare Arafat à Hitler dans son bunker berlinois et que ses adversaires lui renvoient la même image. Point de censure sur la comparaison, donc, et même un soupçon de complaisance à ce sujet. Le professeur Yeshayahou Leibowitz, comparant les phalangistes à Sabra et Chatila aux miliciens slovaques, ukrainiens ou croates aux ordres des nazis, Israël Shahak, qui les a depuis longtemps précédés dans la comparaison, mais aussi Ouri Avnery qui fait profession de modération, tous les critiques de la politique israélienne au Liban ont recours à des figures de style et de langage qui leur vaudraient certainement en France l'ire des tribunaux et l'accusation infamante d'antisémitisme. Il ne faut s'en étonner ni s'en scandaliser, mais il convient d'en prendre acte.

A l'opposé, les discours racistes agressifs et cyniques, ceux qui prônent l'expulsion massive, l'apartheid renforcé ou le génocide « discret » ont eux aussi fait leur apparition dans le discours public, sortant des bas-fonds où le double langage inhérent au consensus aujourd'hui brisé les avait si longtemps refoulés. Qu'on lise à cet égard le reportage littéralement effrayant sur les opinions des lycéens, qui

montre bien la croissance, dans le tissu même de la société, du phénomène dont le rabbin Kahana n'est qu'une des expressions. La polarisation entre ces deux univers est l'événement le plus marquant de ces dernières années, et nul doute, qu'il est directement lié aux heurs et malheurs de l'occupation israélienne du Liban.

Il ne faudrait cependant pas faire de juin 1982 un tournant par top abrupt. L'intervention israélienne au Liban en mars-avril 1978 (la « Campagne du Litani »), et son cortège d'atrocités – massacres de Khyam et de 'Ayn Ibl – avait déjà déclenché un certain nombre d'interrogations ayant des conséquences pratiques, comme l'affaire Pinto. Mieux, l'aggravation de la répression en Cisjordanie et à Gaza avait elle-même commencé de susciter des résistances et des fissures au sein de l'armée : protestations de réservistes, lettres collectives d'officiers, témoignages de soldats contre leurs officiers, etc. La guerre du Liban, qui dans l'esprit de ses initiateurs devait mettre un terme définitif à ces coupables défaillances, n'a fait que magnifier, amplifier et décupler la « crise morale », approfondissant la polarisation et l'effritement du consensus.

Que la crise soit morale (c'est-à-dire idéologique) et non sociale (ce qui lui permettrait de devenir crise politique) est à la fois sa limite et sa profondeur. Limite, parce que l'histoire ne se transforme pas sous l'action de sentiments, mais sous la pression de forces mues par leurs intérêts collectifs propres, et le dilemme moral posé par la résistance arabe à l'occupation israélienne conduit la majorité des Israéliens à justifier l'injustifiable. Limite, parce que ce refus moral émane des couches privilégiées de la société israélienne, et ne coïncide (toujours) pas avec la remise en cause, ni en théorie ni en pratique, de la répartition des richesses et du pouvoir et du clivage socio-ethnique qui l'organise. Profondeur, parce que la remise en cause de la moralité israélienne dans l'occupation du Liban ne peut s'arrêter aux lignes de cessez-le-feu de 1949 : aidée en cela par le racisme sans frontières de l'ultra-droite, la remise en cause ne déborde pas seulement sur la Cisjordanie, mais aussi sur la Galilée et le Neguev. En dépit des protestations de certaines fractions plus ou moins liées à la tradition travailliste, la question des Palestiniens citoyens d'Israël depuis 1948 est de plus en plus perçue par l'opinion israélienne elle-même comme partie intégrante de la question palestinienne, ou comme le langage israélien autocensuré le formulerait plutôt, de la question de la guerre et de la paix.

Deux remarques pour conclure cette introduction.

La première est le lieu privilégié que constitue, dans ce débat, l'armée. Non seulement parce qu'elle est chargée de transformer les choix criminels des politiciens en crimes physiques sur le terrain, et que c'est son comportement qui, dans la plupart des cas (mais pas tous) soulève la discussion, mais aussi parce que c'est de son sein même qu'émergent, bien souvent, la protestation et le témoignage à charge. Ainsi la question du devenir de la société israélienne est-elle bien souvent identifiée, dans la presse, à la question du devenir de l'armée, et l'on pourrait

formuler l'idée qu'une crise en Israël n'est réelle que si elle se produit au sein même de l'institution militaire.

La seconde est que la polarisation se produit à l'intérieur même du discours sioniste, ce que personne n'illustre mieux que Leibowitz, qui voit dans le choix du « septième jour » de la guerre de 67 le tournant fatal où s'est abîmée la démocratie israélienne. Cette absence de remise en question des fondements idéologiques de l'Etat indique elle aussi les limites de la crise, mais elle pose également une question, théorique et pratique, au peuple palestinien dans une lutte où le front intérieur israélien prend une importance sans cesse plus évidente.

Ilan HALÉVI